



Interview de Mr Alexander Bakalian, Manager des pratiques du secteur de l'eau de la banque mondiale pour la région Afrique de l'ouest

Par Isaiah Esipisu

Expliquez-nous votre rôle au sein de la banque mondiale

A la banque mondiale, nous avons 14 pratiques et la mienne porte essentiellement sur l'eau (hydraulique rurale, urbaine, assainissement, eaux usées, irrigation, gestion des ressources en eau). J'ai en charge 15 pays d'Afrique de l'ouest dont la majorité est francophone.

Pouvez-vous nous faire cas de projets hydrauliques spécifiques ayant bénéficié de l'appui de votre institution dans ces pays ?

Nous avons ici une équipe qui partage les expériences d'un nouveau projet sur l'approvisionnement en eau en zone rural au Bénin. En toute sincérité, ce

projet est novateur en termes de contribution du privé qui apporte des financements. C'est dire que la banque mondiale mobilise des fonds du privé pour accompagner le public à étendre les services dans les zones rurales, notamment dans les villages et les petites villes.

Le projet fait suite à une phase pilote récemment financée et qui a connu du succès en termes de levée des fonds auprès des banques locales à hauteur de 25% to compléter les ressources publiques. C'est de là qu'est partie l'idée d'étendre le projet.

C'est une innovation qui nous réjouit. Comme vous le savez déjà, les réflexions actuelles vont de plus en plus vers la nécessité de professionnaliser les services de l'eau, notamment dans les zones rurales ou les

populations ne comptent que sur elles-mêmes et les autorités locales/communales.

Le Sénégal offre un autre exemple où le gouvernement a choisi une région dans laquelle une société privée se charge de la gestion des services d'approvisionnement en eau dans tous les villages de la zone. Il s'agit d'une société professionnelle avec des agents professionnels qui va poursuivre les investissements en lieu et place des communautés qui souvent ont des limites.

Nous avons grand espoir que ce modèle se renforcera et deviendra durable au fil du temps.

Comment les populations vont-elles s'y prendre pour pérenniser ces ouvrages construits par des professionnels à la fin du projet ?

Nous pensons que les frais collectés aideront dans ce sens. Il est certain que les populations sont prêtes à payer si les services sont de qualité.

Par exemple, au Kenya, il y a un système informatisé permettant de pomper l'eau au moyen d'un système solaire et les populations payent peu (jeton). Cela permet aux opérateurs privés de faire le suivi tout en restant dans le confort de leurs bureaux! L'efficacité du système stimule la volonté des usagers à mettre la main

dans la poche pour bénéficier des services.

Est-ce réaliste de vouloir fournir aux personnes marginalisées et pauvres aux moyens limités des services d'eau potable et d'assainissement à l'horizon 2030?

Nous en avons l'espoir car c'est toute l'idée qui sous-tend les ODD. Ce qui est le plus important, ce sont les stratégies à élaborer par les pays et les ressources/financements pour leur mise en œuvre. C'est l'une des raisons qui nous réunit aujourd'hui: apprentissage mutuel sur la durabilité de nos projets. C'est la toute la différence entre les OMD et les ODD. Contrairement aux OMD, les ODD comportent des coûts.

Quelles sont les innovations que vous jugez exceptionnelles dans ce forum?

Elles sont nombreuses mais je crois que c'était une bonne chose d'entendre parler du professionnalisme dans la fourniture des services d'eau. Il y a eu une incompréhension du rôle du secteur privé. A présent, les choses se clarifient que le privé dispose d'un savoir-faire qui peut servir dans la fourniture et la gestion des services d'une manière professionnelle.

Les technologies innovantes sont en croissance. Les systèmes actuels de pompage par des moyens solaires ont atteint un niveau de haute compétitivité avec d'autres techniques. Il nous faut donc étendre l'utilisation de l'énergie solaire, notamment dans les zones rurales qui ne dispose pas d'électricité. A mon avis, au fil de la mise en œuvre des ODD, le solaire sera une nouvelle révolution au cours des 10 prochaines années.



Gestion communautaire de l'eau: L'analyse financière et l'atomisation des communautés comme clés de réussite

Dans plusieurs pays, la gestion communautaire de l'eau connaît des fortunes diverses. Pourtant, pour assurer la continuité du service, on ne peut se passer des communautés dont l'implication est indispensable pour garantir la durabilité du service. Dans la session consacrée au travail avec les organisations communautaires, plusieurs approches qui font école ont été présentées pour une gestion communautaire de l'eau plus efficace.

La première approche est fondée sur l'analyse financière.

Elle consiste avant toute chose, à identifier les différents coûts: l'investissement, le fonctionnement, le suivi. Une fois les coûts estimés, il s'agit d'apprécier la capacité des communautés à faire face à chaque type de coûts. Dans tous les cas, il n'est pas recommandé de mettre en service une infrastructure si les communautés ne peuvent pas supporter les coûts liés au fonctionnement indispensables pour assurer la continuité du service. En règle générale, les ONGs mènent des enquêtes préliminaires dont les données se révèlent insuffisan-

tes pour apprécier la capacité des communautés à faire face aux différents coûts alors que cela est nécessaire.

Dans des pays fragiles comme la République Démocratique du Congo (RDC) où cette approche a été testée, la prise en compte des coûts relatifs au suivi est encore importante. C'est pourquoi, lorsque les communautés sont assez pauvres pour supporter les coûts, on peut avoir recours aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour leur permettre de disposer de ressources pour supporter les coûts d'entretien et de fonctionnement des équipements.

L'automatisation des communautés, un gage de pérennisation du service

Avec l'approche basée sur la co-production institutionnelle présentée par Astor Suominen de Ramboll et expérimentée en Ethiopie, les communautés sont

au cœur du dispositif institutionnel. «Nous devons toujours écouter les communautés. Elles doivent toujours avoir leur mot à dire», a-t-il martelé.

En effet, cette approche fait des communautés, les artisans de leur propre destin en matière de gestion des points d'eau. Car, la responsabilité de la gestion des fonds leur est confiée totalement pendant que les collectivités locales jouent un rôle de facilitation. Une telle approche, en plus du fait qu'elle met les communautés au centre du dispositif de gestion, favorise la reddition des comptes et les audits publics. Les assemblées de village permettent aux communautés de suivre au quotidien la gestion de leur point d'eau et les fonds générées par la vente de l'eau sont versés dans un compte ouvert dans les banques primaires ou structures de microfinance présentes dans les villages. Chaque citoyen exerce alors son droit de regard sur la gestion faite du point d'eau. Si cette approche permet d'avoir un fort taux de fonctionnalité des ouvrages, elle favorise aussi le renforcement de la démocratie locale.

Alain TOSSOUNON (Bénin)



Barrages de sable: une source durable d'eau dans les terres arides

Par **Isaiah Esipisu**

Ouf! La pluie est enfin tombée après presque une année de période sèche à Makueni au Kenya. Désormais, la verdure réapparaît, quoique les populations de ladite localité n'ignorent pas que la situation est éphémère et pour cause, deux jours après, la pluie diminue, tous les cours d'eau saisonniers s'assèchent. Puis, deux mois plus tard, la canicule prendra sa vengeance sur

les sols sablonneux et requérant de l'eau.

Tel est le contexte qui a motivé l'investissement dans la réalisation des barrages de sable. Ces ouvrages constituent une solution 'magique' de collecte des eaux de pluie pour les besoins des populations à la fin des pluies.

Le barrage n'est rien d'autre qu'un mur en béton armé construit sur le lit d'un cours

d'eau saisonnier. A la tombée des pluies, le mur en béton collecte le sable qui devient un réservoir d'eau.

Pendant que les résidents de la zone semi-aride du Kenya de l'est se précipitent pour semer après la pluie diluvienne, les femmes du village de Songeni sont entièrement détendues. S'il y a une chose dont elles sont sûres, c'est que le barrage de sable construits sur le fleuve Tawa a déjà recueilli des millions de litres d'eau utilisable par tout le village pour répondre aux besoins domestiques et d'irrigation de la prochaine année (s'il advenait qu'il ne pleuve pas).

Selon Simon Middrell, fondateur de 'Excellent Development' une ONG qui soutient les populations rurales et celles des zones arides à sortir de la pauvreté «c'est l'approche la plus appropriée de collecte de l'eau dans les zones arides à partir des cours d'eau saisonniers.»

Depuis février date de dernière pluie à Makueni, les communautés de Songeni utilisent l'eau du barrage de sable pour produire du haricot qu'elles exportent mais aussi d'autres cultures pour les besoins de consommation domestique.

Middrell dont l'organisation a soutenu (à travers l'ONG local

ASDF) la construction du barrage utilisé par les populations du village de Songeni souhaite voir une expansion mondiale de ces infrastructures dans les zones arides, et notamment dans les pays en développement.



Mais Middrell averti qu'il me s'agit d'une technique de 'copier-coller' ou d'une solution 'prêt-à-porter' car les «barrages de sable de s'appliquent pas partout. Dans les zones trop sablonneuses, ces ouvrages risquent de connaître un ensablement et par conséquent, manqueront d'apporter l'appui attendu aux populations concernées».

Autrement dit, une étude de faisabilité s'impose pour s'assurer que le barrage réalisé peut amasser suffisamment de sable qui couvre les ressources d'eau souterraines dont il empêche l'évaporation. Par ailleurs, cette

technologie exige des techniciens capables de la réaliser car l'intensité des pluies dans les zones arides peut endommager les barrages de mauvaise qualité.

Middrell ajoute que «les barrages de sable comportent plusieurs avantages,»... et «constituent les meilleures passerelles dans les zones arides surtout que les caniveaux cèdent toujours pendant les inondations. Les barrages rechargent les ressources d'eau souterraines, l'eau est propre à la consommation, peut servir aux besoins domestiques et d'abreuvement des animaux (d'élevage et espèces sauvages)»

Middrell fait aussi remarquer que les projets de réalisation des barrages de sable sont voués à l'échec en l'absence d'une implication des communautés car il se posera un problème de durabilité: «il faut impliquer les communautés environnantes pour les besoins d'appropriation du projet. Ainsi, celles-ci se chargeront de protéger l'ouvrage qui est leur garant de la durabilité.»

En termes de bilan à date, l'ONG 'Excellent Development' a soutenu la réalisation de plus de 900 barrages dans neuf pays en Afrique au profit de plus de d'un million de ménages.

Petites villes et villes périurbaines: Quels modes de gestion efficace du service de l'eau?

Dans les petites villes et les villes situées en milieu périurbain, les modes de gestion du service de l'eau utilisés jusque-là ont montré leurs limites. Au 7^e forum international pour l'accès à l'eau des populations du monde rural (RWSN), plusieurs approches aux résultats satisfaisants prouvent toute leur efficacité.

De la gestion déléguée du service au co-financement avec un opérateur privé ou encore la gestion par des sociétés provinciales publiques, plusieurs modes de gestion se révèlent efficaces pour relever le défi de l'approvisionnement en eau des populations des petites villes ou villes périurbaines.

En Haïti où l'expérience de la gestion communautaire a été un échec dans les villes de petite taille (0 à 10.000 habitants) dans les années 1980, on est passé à la professionnalisation de la gestion du service. Sur la base d'un contrat qui lie la commune, l'opérateur privé et les usagers, on assiste à une délégation de la gestion du service avec l'intro-

duction du paiement de l'eau au volume. Si dans une telle approche, trouver des opérateurs privés compétents ou faire payer l'eau aux usagers restent des défis, la continuité du service est assurée avec efficacité. Dans le cas du Niger qui a été présenté par Idrissa Moussa de la fondation Swissaid, c'est l'expérience d'un système multi-villages qui est en marche.

En effet, dans ce pays où en 2015, le taux de desserte est encore de 50%, le recours au contrat d'affermage s'est avéré nécessaire. Dans cette approche de Partenariat-Public-Privé (PPP), il revient à l'opérateur privé d'assurer l'entretien et la maintenance des ouvrages. Au nombre des résultats de ce dispositif, on tient une réduction des charges de gestion au niveau de la commune et surtout, la baisse du taux de panne à 3,16%. Mais, comme dans le cas de Haïti, les défis de cette approche restent la faible capacité de certains délégataires, le respect des engagements contractuels et la réticence de poches de populations à accepter la gestion déléguée.

Contrairement à ces deux approches fondées sur le Partenariat-public-privé (Ppp) dans lequel l'opérateur ne participe pas à l'investissement, dans le cas de l'expérience de Madagascar, le privé participe au financement de la construction de l'ouvrage. Appelé «investisseur-gestionnaire», l'opérateur privé participe à hauteur de 15% pendant que le projet d'appui apporte 85% du financement. Dans ce dispositif, Hertiana Alain R. de Helvetas swiss a indiqué que le partage de responsabilités est établi à travers une charte multiacteurs qui engage la commune qui fixe le prix de l'eau et les normes de construction de l'ouvrage, le privé qui gère et assure l'entretien et la maintenance de l'ouvrage, les usagers et le projet d'appui. S'il est important de rappeler



que l'assurance de la rentabilité commerciale est exigée pour entreprendre une telle approche, l'investisseur-gestionnaire ne peut disposer d'une marge bénéficiaire qu'à partir de la 5^e année de l'opération. Ainsi, pour cette aventure, il faut absolument que le privé ose investir et que les clients soient actifs et prêts à payer le service. Ailleurs au Vietnam où le secteur privé n'est pas trop développé, c'est une approche de marketing social qui est testée pour rendre efficace la gestion du service par des sociétés publiques installées au niveau provincial. Grâce à cette approche qui permet de travailler à la fois sur l'offre et la demande, 150.000 clients sont desservis par ces sociétés provinciales de distribution d'eau. La vente de l'eau est améliorée et le taux de branchement au réseau est passé de 43% à 102% de 2013 à 2016.

Au total, le Partenariat-public-privé (Ppp) apparaît de plus en plus comme un recours pour améliorer le service de l'eau aux populations des villes de petite taille ou des villes situées en milieu périurbain. Mais, la gestion par le public peut s'avérer efficace grâce à un marketing social qui permet d'agir à la fois sur la clientèle et le personnel.

Alain TOSSOUNON

Fin du 7^e RWSN d'Abidjan: Les experts engagés pour une eau pour tous pour le monde rural



Les rideaux sont tombés ce jour jeudi 2 décembre sur le Forum international sur l'accès à l'eau en milieu rural (RWSN). Au cours de la cérémonie qui marque officiellement la fin des travaux de cette plateforme des experts de l'eau en milieu rural, les participants ont renouvelé leur engagement à relever les défis et lever les obstacles afin de permettre aux communautés des zones rurales de disposer de l'eau potable sans exclusion.

Avant les interventions de fin des retrouvailles de cette grande famille des experts venus de partout dans le monde pour défendre la cause des personnes défavorisées, les participants ont eu droit à une synthèse des travaux suivie de vibrants témoignages. Pour tous ceux qui étaient à la première édition, il y a trente ans, les temps ont beaucoup changé. Parce que, tout

simplement, les défis ne sont plus les mêmes. Alors qu'hier, on ne parlait que de la gestion communautaire, aujourd'hui plusieurs thématiques sont désormais à l'ordre du jour. Au nombre de ces thématiques, on peut citer le Partenariat-public-privé (Ppp), le suivi dans la gestion, la responsabilité des collectivités locales, l'utilisation des TIC et les droits humains. Ainsi, de plus en plus, on est convaincu que «sans le respect des droits à l'eau et à l'assainissement, on ne peut atteindre l'Odd6». En faisant la synthèse des trois jours de travaux, tous les participants ont été invités à réfléchir sur des questions clés qui constituent les défis majeurs à relever pour une eau pour tous en milieu rural. En premier, il s'agit de desservir tout le monde. Car, dans la recherche de l'accès universel, personne ne doit être oubliée.

Si de progrès ont été accomplis ces dernières années, il reste que les politiques et stratégies mises en place doivent toucher toutes les communautés sans exclusion. Le deuxième défi est l'amélioration de la qualité du service. Parce qu'il faut faire en sorte que l'eau soit disponible dans les ménages et non plus seulement dans la localité afin d'éviter aux populations la corvée d'eau. L'autre défi majeur est celui de la durabilité. Et aujourd'hui, la durabilité ne doit plus être un slogan mais une action qui doit amener à rechercher des solutions efficaces pour assurer la pérennité du service. Enfin, la question des données fiables doit être au cœur des interventions. Leur disponibilité est importante pour prendre les bonnes décisions. Elles favorisent également le suivi et l'évaluation efficace des coûts.

Au total, le 7^e RWSN aura été une occasion de mettre en débat les problématiques émergentes auxquelles sont confrontés les acteurs et experts qui travaillent pour l'approvisionnement en eau au profit des communautés du monde rural. Le principal message qui en ressort, est que toutes les approches et expé-

riences réussies doivent contribuer à rendre professionnelle la gestion du secteur et améliorer la qualité du service. Des questions comme les changements climatiques et la qualité de l'eau ne doivent pas être négligées.

Face à la passion et à l'engagement de tous les participants, la Directrice du Secrétariat exécutif du réseau des experts, Dr Kerstin Danert, a indiqué que pour l'avenir, le réseau doit s'ouvrir à d'autres membres et aux nouvelles solutions. «Le voyage pour la recherche des meilleures approches et pratiques doit continuer», a-t-elle souligné. En clôturant le forum, le représentant du ministre des infrastructures économiques, Berté Ibrahima, a félicité tous les participants pour les fructueux échanges. Il a signalé que pour la Côte d'Ivoire, le forum a été une véritable opportunité d'apprentissage sur les approches innovantes et réussies qui lui permettront, d'affiner sa politique et ses stratégies pour rendre davantage professionnelle le secteur pour le bonheur des populations du monde rural.

Le forum qui se poursuit vendredi 2 décembre avec les visites de terrain et quelques sessions, a pris fin sur une note d'espoir qu'un monde rural dans lequel toutes les populations ont accès à l'eau potable est possible.

Alain TOSSOUNON

Comité de rédaction / Editorial board

Alain Tossounon, Isaiiah Esipisu

Traduction / Translation: Naba Kambou

Graphisme / Graphic design: Martin Laeng

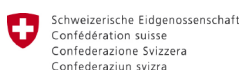
Imprimerie / Printing house: Digiprint

Coordination: Maimouna Tall

Website: <https://rwsn7.net/>

Twitter: @ruralwaternet #RWSN7

Media: <https://rwsn7.net/media-corner/>



Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

